

# **INTERVIEW**

**Bertrand BADIE**

*Professeur émérite à l'Institut  
d'Études Politiques de Paris*

*Par Shainez Slama*

**WERRA**

Mars 2021

Bertrand Badie est professeur émérite à l'Institut d'Études Politiques de Paris, spécialiste des relations internationales.

Il a notamment rédigé « Les Deux États : pouvoir et société en Occident et en terre d'islam » (1997), « L'Impuissance de la puissance ; essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales » (2004), « L'Hégémonie contestée. Les nouvelles formes de domination internationale » (2019), « Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique » (2020).

La première question concerne le bilan de Trump. La politique étrangère américaine sous la présidence de Donald Trump est souvent apparue comme peu lisible et marquée par son imprévisibilité. Pensez-vous qu'en agissant ainsi Trump a altéré sur le long terme voire définitivement la politique américaine dans cette région ?

B.B : Je crois qu'il faut nuancer ces propos quelle que soit l'irritation que suscite, à très juste titre, la politique de Donald Trump et remettre tout cela en perspective.

Notons d'abord que la régression de l'influence américaine au Moyen-Orient ne date pas de Trump mais d'une série d'échecs essuyés dans la période post bipolaire. L'un d'entre eux tient aux résultats désastreux de la politique néo-conservatrice et de *regime change* mise en place par George W. Bush. C'est à partir de l'échec de l'opération en Irak que le capital américain au Moyen-Orient s'est effrité de manière remarquable, d'autant que l'échec simultané en Afghanistan venait renforcer le phénomène. Le changement est important et il ne date pas tant de Trump. Les États-Unis, autrefois, faisaient presque la pluie et le beau temps dans cette région. Ils n'ont aujourd'hui pratiquement plus de points d'appui hormis leur alliance avec Israël et celles, d'ailleurs beaucoup plus complexes que nous ne le croyons, avec plusieurs pays de la péninsule arabe notamment l'Arabie Saoudite. En outre, je ne pense pas que la « politique trumpienne » au Moyen-Orient soit aussi illisible que cela. Finalement, elle reposait sur trois principes qui se sont révélés peu concluants mais qui restaient lisibles tout au long de sa présidence.



Biden a déclaré que la diplomatie est de nouveau le cœur de la politique étrangère américaine, mettant l'accent sur le fait que les États-Unis sont de retour dans le jeu international. Selon vous, quelles sont les priorités de l'administration Biden dans cette région?

Le terme clé de Biden est apparu très tôt dans son discours : il s'agit de « réinvention ». La « réinvention de la politique étrangère américaine » signifie deux choses.

D'une part, redéfinir une politique étrangère après le désastre trumpien. D'autre part, tenter d'adapter les grandes lignes historiques de la politique américaine au temps post bipolaire, ce qui finalement n'a jamais été fait après la chute du mur de Berlin. La formule est claire. Le contenu l'est beaucoup moins. Biden est un homme assez pragmatique. Contrairement à son prédécesseur, je ne pense pas qu'il parte dans cette aventure avec des postulats très forts. C'est en outre un homme, il ne faut pas l'oublier, qui subit de très lourdes contraintes intérieures qui pèsent sur l'élaboration de sa politique étrangère.

Je dirais même que, depuis 1945, il s'agit de la présidence qui accumule le plus de contraintes. D'abord parce que l'élection présidentielle de novembre dernier a montré qu'il existe un très gros noyau nationaliste dans la société américaine: près de 75 millions de voix se sont portées sur Trump. Il devra faire avec et admettre que les États-Unis ne sont plus calés dans ce modèle messianique universaliste qui les caractérisait depuis des décennies.





C'est une évidence, liée au statut nouveau des puissances régionales, que les Occidentaux ont du mal à comprendre mais qu'en revanche Vladimir Poutine a parfaitement saisie. Vladimir Poutine a réussi son retour au Moyen-Orient en s'appuyant sur les deux puissances régionales que sont l'Iran et la Turquie. La négligence voire le rejet que nous avons opposés à l'Iran et à la Turquie expliquent en partie pourquoi les puissances occidentales sont tenues en échec au Moyen-Orient. Il y a donc des raisons très fortes de penser que le dossier iranien sera la première épreuve de cette « réinvention » de la politique étrangère. Les autres dossiers, à mon avis, resteront en l'état. Il n'y a pas grand chose à attendre ailleurs tant il est difficile de traiter les autres questions en même temps que le dossier iranien !

En 2018, le Department of Defence a publié un document intitulé « National Defense Strategy » qui met en avant les deux objectifs de politique étrangère américaine.

Le premier est de rétablir l'avantage concurrentiel de Washington en empêchant ses rivaux mondiaux, la Chine et la Russie, de les défier. Le second est d'éviter que ces rivaux déséquilibrent le système international. De plus, au Moyen-Orient, de nouveaux acteurs ont profité du désengagement américain : la Russie, la Chine et la Turquie. Comment Biden peut-il allier le retour de l'influence américaine dans cette région tout en respectant les deux objectifs cités plus haut ? Si nous nous basons sur la *National Defense Strategy*, le fond de la politique étrangère américaine va-t-il réellement changer ?







Pensez-vous que pour se réimplanter au Moyen Orient, les États-Unis peuvent s'appuyer sur d'autres types d'investissements comme le capital humain ? La Covid-19 peut être une opportunité pour Washington d'aider la région. Pensez-vous que Washington puisse procéder ainsi ?

B.B : Non, dans le contexte actuel, je ne le pense pas.

Premièrement, le soft power américain n'a pas abouti à des résultats convaincants et cela nulle part. Surtout pas au Moyen-Orient.

Deuxièmement, pour faire face à la crise sanitaire au Moyen-Orient comme dans beaucoup d'autres régions du Sud, ce sont davantage la Chine et la Russie qui ont en ce moment le vent en poupe. Troisièmement, vous parlez de problèmes sociaux, intérieurs, à savoir les transformations des sociétés du monde arabe. Il ne faut pas oublier une chose essentielle : les sociétés du monde arabe sont en pleine mobilisation. Nous l'observons au Liban, en Irak, également en Syrie, au Yémen, en Algérie, en Tunisie, au Maroc. Nous l'avons vu naguère en Égypte et je pense que nous le reverrons de manière plus forte dans les mois ou les années à venir. La bonne méthode est de laisser les sociétés se transformer plutôt que de leur envoyer des modèles préfabriqués.

Tout à l'heure vous avez évoqué l'Iran. Si nous remontons dans le temps et retraçons l'historique des relations irano-américaines, la fin de l'accord a été considérée comme une trahison provoquant une montée de figures politiques moins ouvertes à la discussion avec Washington. Comme vous l'avez justement mentionné, l'Iran s'est démarqué en prouvant aux États-Unis que le pays savait résister à la pression.

Nous pouvons aussi mentionner les échanges de prisonniers entre les deux pays qui se sont opérés sans réelle discussion ainsi que l'assassinat du commandant Qassem Suleimani. Au regard de cet historique, dans quel état d'esprit se trouve le pays concernant l'élection de Biden ?

Je crois qu'il faut nuancer ce que vous dites et relativiser les divergences au sein du système iranien. Il est trop facilement dit que ceux que nous appelons les conservateurs sont hostiles à tout accord avec les États-Unis. Je crois que c'est faux. Si le Guide Ali Khamenei avait été contre l'accord de 2015, celui-ci n'aurait jamais été signé. Je pense aussi que ceux que nous appelons les « libéraux » ou les « réformateurs », sont actuellement dans une situation qui leur impose une certaine rigidité par rapport aux partenaires américains parce que la situation est, ou était jusqu'à récemment, défavorable à toute négociation. En fait, les acteurs iraniens sont beaucoup plus pragmatiques que nous ne le croyons. La principale perspective est de pérenniser la République islamique.

Dans une situation d'ouverture à l'égard de l'Iran, on peut renforcer la République islamique en faisant de la coopération internationale une sorte d'oxygène permettant de revitaliser l'économie et la société iranienne, donc le régime. Dans une situation, au contraire, de fermeture, le pragmatisme conduit à montrer sa détermination et sa capacité de résilience afin d'atteindre le même but. Face au deal qui se profile, le jeu iranien est très facile à comprendre. D'une part, faire monter les enchères pour obliger les États-Unis à faire un certain nombre de concessions à l'Iran. D'autre part, se ménager une véritable chance de sortir d'un embargo auquel l'Iran a pu résister mais qui a, en même temps, coûté très cher. La capacité de Biden pour gagner doit être de savoir s'insérer intelligemment, habilement dans ce deal, c'est-à-dire, en même temps rassurer l'Iran en lui montrant que les États-Unis sont disposés à un accord tout en trouvant un point d'équilibre qui permette à chacun de sauver la face. C'est une équation difficile mais ce n'est pas impossible non plus.

Mais ne pensez-vous pas que les États-Unis restent sur leur position puisque récemment le secrétaire d'État Anthony a déclaré : « Si l'Iran se remettait à respecter ses obligations dans le cadre de l'accord nucléaire, les États-Unis ferait de même ». Il y a une promesse de réintégration de l'accord par les États-Unis, si et seulement si l'Iran le respecte à son tour. Or au vu des avancées sur le programme nucléaire, cela semble compromis.

B.B : Mais ne pensez-vous pas que les États-Unis restent sur leur position puisque récemment le secrétaire d'État Anthony a déclaré : « Si l'Iran se remettait à respecter ses obligations dans le cadre de l'accord nucléaire, les États-Unis feraient de même ». Il y a une promesse de réintégration de l'accord par les États-Unis, si et seulement si l'Iran le respecte son tour. Or au vu des avancées sur le programme nucléaire, cela semble compromis.

Pouvons-nous affirmer que l'avenir de la relation entre l'Iran et les États-Unis est malgré tout incertain ?

Par définition, c'est le propre des relations internationales. La caractéristique essentielle de toute négociation est l'incertitude. Ce qui est certain en revanche, c'est la manière dont se structurent les relations internationales. Cette structure n'a rien à voir avec celle des relations internationales d'hier ou d'avant-hier comme le pensent trop d'observateurs et trop de princes.

Maintenant les choix qui seront faits par les partenaires dans les négociations à venir relèvent d'initiatives individuelles, donc d'une dimension fortement aléatoire. Je ne connais pas dans

l'histoire une négociation qui n'ait pas été porteuse d'incertitude.

Pour les États-Unis, il est essentiel d'entretenir de fortes relations au Moyen-Orient afin de pérenniser la stabilité régionale.

Sous Trump, cela s'est traduit par un rapport diplomatique fort avec Riyad et Israël. Biden souhaite rompre avec cela. Il souhaite conduire une politique avec le roi actuel (Salman Ibn Abdulaziz) et non son fils, Mohamed Ben Salmane. Il y a aussi la volonté de mettre fin au conflit yéménite. Pour cela, un gel des ventes d'armes en cours a été mis en place. Pouvons-nous déduire un souhait américain de ne plus considérer l'Arabie Saoudite comme le meilleur interlocuteur régional ? Quels impacts cela peut-il avoir pour les relations diplomatiques entre les deux pays ? Et pour la région ?

B.B : Il faut d'abord comprendre qu'historiquement, depuis 1945, l'alliance américano-saoudienne a été une constante mais une constante chargée d'ambiguïtés. Rien à voir avec les franches alliances dont les États-Unis ont pu disposer avec l'Iran du Shah ou la Turquie du temps de la guerre froide, ou bien entendu avec Israël.

L'épisode du 11 septembre 2001 a considérablement renforcé cette ambiguïté devenue carrément méfiance. Trump, comme je le mentionnais toute à l'heure, avait pourtant choisi de miser non seulement sur l'Arabie Saoudite en général, mais surtout sur MBS. Cela n'a quasiment rien apporté de plus à la diplomatie américaine et a au contraire contribué à l'entraver.

